

Burundi/Code électoral : la communauté internationale lance un sévère avertissement

RFI, 31/08/2009 - Burundi : Polémique autour d'un projet de code électoral Une dizaine d'ambassadeurs accrédités au Burundi ont sorti un communiqué de presse, après avoir rencontré les cinq principaux partis burundais. Dans ce texte, les diplomates ont exprimé l'inquiétude de la communauté internationale devant la persistance de divergences entre le parti présidentiel burundais et l'opposition au sujet d'un projet de code électoral. Le texte est examiné ce lundi par le Parlement. Cette démarche plutôt inhabituelle sonne comme un sérieux avertissement. Les ambassadeurs d'Afrique du sud, de Tanzanie, des Etats-Unis et de plusieurs pays européens ainsi que le représentant de l'ONU au Burundi ont voulu lancer un signal fort selon des sources diplomatiques alors que l'assemblée nationale du Burundi doit étudier en séance plénière ce lundi un projet de code électoral décrié par l'opposition.

Pourtant, il y a deux semaines, le parti présidentiel burundais et l'opposition étaient parvenus à s'accorder sur un projet de code électoral qui faisait consensus. Ce projet permettait de mettre un terme à plusieurs semaines de polémique pendant lesquelles l'opposition accusait le pouvoir burundais de vouloir imposer un texte qui violait la constitution et lui était trop favorable. Or, ce texte consensuel a été modifié par des députés du parti présidentiel burundais avant son examen et son adoption ce lundi 31 août. Cela explique l'exaspération de certains diplomates accrédités à Bujumbura et cet avertissement de la communauté internationale qui signifie ainsi qu'elle n'est pas prête à financer au Burundi des élections qui ne seront ni libres ni apaisées. Le Burundi, qui sort de plus d'une décennie de guerre civile, organisera en 2010 des élections générales. Lire l'intégralité du communiqué